

A. de Tocqueville, A. Smith et les motards

Les mouvements sociaux des deux roues auraient ravi Tocqueville. Les actions des motards, pour s'en tenir à cet exemple, concrétisent « l'action en commun » des associations dans laquelle *La Démocratie en Amérique* voyait une garantie de liberté pour contenir la tyrannie démocratique des majorités et de l'opinion.

L'associationnisme des motards demande à être soumis au test du « spectateur impartial » décrit dans la *Théorie des sentiments moraux* d'Adam Smith. Le père de la « main invisible du marché » surprend. Vous et moi, affirme Smith, sommes capables de juger les motards, non pas simplement en fonction de nos intérêts égoïstes et communautaristes d'automobilistes mais aussi eu égard aux valeurs universelles et justes du libéralisme politique républicain.

Les associations de motards sont affranchies de fils à la patte partisans et libres de l'arrosage en subventions. Les motards prennent la parole, montent des dossiers, manifestent, interpellent les gouvernants.

Cet entrepreneuriat libéral républicain n'étonne guère. Sur la route, les deux roues vivent une expérience, bien mise en valeur par les travaux britanniques : celle de la domination, entraînant parfois les motards à des réactions excessives. Lors d'une collision, les risques de dommages subis par les deux roues sont plus élevés que ceux des automobilistes.

A la différence de pays voisins — malgré quelques ajustements — nos politiques de la route et de la sécurité routière privilégient les intérêts des voitures, des camions, des autocars. Avec une intensité peu commune, couvertures médiatiques, sondages commandités, campagnes de propagande transforment les motards en « méchants » en « barbares » voire en « criminels ». Cet ostracisme n'échappe pas à des effets boomerangs. Vilipendés, des motards radicalisent leur mécontentement. Tout se passe comme si, pour paraphraser Tocqueville lorsqu'il dénonçait la situation des Indiens américains, la souveraineté démocratique universelle de l'automobile voulait exclure l'altérité des motards.

L'expansionnisme démocratiquement correct de l'*homo automobilus* souverain entraîne les motards à vivre l'épreuve subie par les Indiens, décrite par Tocqueville. Le « peuple démocratique » de l'auto transforme symboliquement les deux roues en « sauvages ». Les motards saisissent au vol cet étiquetage « d'incivilisé » pour mettre en lumière les contradictions de la souveraineté démocratique impériale des quatre roues. *Like it or not*, les motards sont là, dans notre société démocratique. Ce sont, comme tout un chacun, *d'abord* des citoyens titulaires de droits et de devoirs.

Le « journalisme » de *Zone Interdite* (M6) n'a que faire de la citoyenneté tocquevillienne. Une émission (10 octobre, 4,5 millions de téléspectateurs) racole : « Les nouveaux hors la loi de la route ». « Ce sont les chauffards sur deux roues » dont il s'agit. Pourtant, **et M6 ne l'ignore pas**, des études indépendantes et

contradictoires, sans absoudre les motards, ne les guillotinent pas ainsi. Les motards manifestent devant M6 et obtiennent un droit de réponse (24 octobre). M6 a violé le principe premier du « libéralisme fondamental » (R. Aron) : la concurrence des idées. Pourquoi ?

Les motards dénoncent quatre corruptions du libéralisme politique républicain mises en œuvre par l'Etat sarkozyste et par ses associés ministériels (de Robien, Perben, Copé). Discrètement, l'Etat sarkozyste met en place des « mini brothers » nationaux et locaux (PV automatiques, radars, interconnexions de fichiers — fisc, assurances, patrimoine, identification personnelle, etc.) grignotant les libertés civiles et publiques élémentaires comme celle du droit à la vie privée et à la présomption d'innocence.

Conjointement, l'Etat sarkozyste accentue l'opacité des nouvelles boîtes noires électroniques de coercitions fiscales qui se généralisent (péages routiers et urbains, amendes, équipements obligatoires des véhicules...) — et en particulier de l'usage qui est fait de ces ressources.

Ensuite, l'Etat sarkozyste abuse les Français lorsqu'il les culpabilise individuellement, les rendant seuls responsables de maux collectifs — l'insécurité routière par exemple. Cette désinformation permet de faire silence sur les responsabilités de l'Etat : une éducation à la conduite obsolète, des permis de conduire beaucoup trop chers et compliqués à l'excès ; des routes par trop souvent d'un autre âge en matière de sécurité et chichement entretenues.

Enfin l'Etat sarkozyste affectionne les coups d'éclat d'un interventionnisme réglementaire arbitraire — l'allumage des codes en toutes circonstances — fût-ce au prix de ne pas réfléchir un tant soit peu aux exigences environnementales et énergétiques à long terme d'un développement durable raisonnable.

Nos coups de gueule d'automobilistes sont compréhensibles. Mais les motards tocquevilliens, roulent aussi pour nous !

J.-G. Padioleau